



## Conseil économique et social

Distr. générale  
17 décembre 2015  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de statistique

#### Quarante-septième session

8-11 mars 2016

Point 3 l) de l'ordre du jour provisoire\*

#### Questions soumises à la Commission pour examen et décision : statistiques sur la gouvernance

### Rapport du Groupe de Praia pour l'étude des statistiques sur la gouvernance

#### Note du Secrétaire général

Conformément à la décision 2015/216 du Conseil économique et social et à la pratique établie, le Secrétaire général a l'honneur de communiquer le rapport de Cabo Verde sur les activités que le Groupe de Praia pour l'étude des statistiques sur la gouvernance mène ou envisage de mener. On y trouvera présentés les conclusions de la réunion du Groupe de Praia, qui s'est tenue du 17 au 19 juin 2015 à Praia, y compris une feuille de route pour la période 2016-2020 et les mesures prioritaires en vue de mettre au point un manuel sur les statistiques de la gouvernance à l'intention des instituts de statistique nationaux, qui portera sur la conceptualisation, les méthodes de mesure et la diffusion des statistiques de la gouvernance.

La Commission est invitée à donner son avis sur les domaines prioritaires recensés dans le rapport du Groupe. Le Groupe prie également la Commission d'approuver sa feuille de route 2016-2020 en vue de l'établissement d'un manuel relatif aux statistiques sur la gouvernance à l'intention des instituts de statistique nationaux.

---

\* E/CN.3/2016/1.



## **Rapport du Groupe de Praia pour l'étude des statistiques sur la gouvernance**

### **I. Objectifs et organisation des travaux du Groupe de Praia**

1. Le rapport sur les statistiques de la gouvernance, de la paix et de la sécurité (E/CN.3/2015/17), établi par l'institut de statistique de Cabo Verde avec le concours du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a été présenté à la Commission de statistique à sa quarante-sixième session. Il y était proposé de créer le Groupe de Praia pour l'étude des statistiques sur la gouvernance, qui serait chargé d'encourager les pays à produire des statistiques sur la gouvernance en employant des méthodes rationnelles et dûment validées et d'examiner la conceptualisation, les méthodes et les instruments nécessaires pour ce faire. Le Groupe mettrait au point un manuel sur les statistiques de la gouvernance destiné aux bureaux de statistique nationaux. L'approbation de ce rapport, avec le ferme appui de pays de tous les continents et d'organisations internationales, est venue souligner la pertinence et l'importance des statistiques sur la gouvernance.

2. Lors de la première réunion du Groupe, à Praia, du 17 au 19 juin 2015, un Comité directeur a été créé. Il est composé de représentants de la Banque africaine de développement, de l'Institut national de statistique de Cabo Verde, de l'Institut mexicain de géographie et de statistique, du Partenariat statistique au service du développement au XXI<sup>e</sup> siècle (PARIS21), du PNUD, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et de Saferworld. Le Comité directeur mettra en œuvre une stratégie de communication et de plaider pour encourager les pays à produire des statistiques sur la gouvernance et à faire profiter le Groupe de leur expertise dans ce domaine; il apportera son concours aux activités menées par les membres du Groupe; il veillera à tenir compte des différences de point de vue et à faire en sorte que les efforts restent concentrés à l'échelle nationale et infranationale; et il aidera à trouver des moyens de financement pour permettre à des représentants de pays les moins avancés, de pays en développement sans littoral, de petits États insulaires en développement et de pays en situation de conflit ou d'après conflit d'être membres du Groupe<sup>1</sup>.

3. Des experts et des représentants d'instituts de statistique nationaux ont participé à la première réunion du Groupe, notamment des pays suivants : Afrique du Sud, Brésil, Cabo Verde, Cameroun, Côte d'Ivoire, Égypte, France, Guinée-Bissau, Hongrie, Mali, Mexique, Mozambique, Niger, État de Palestine, Pérou, Philippines, Timor oriental et Tunisie. Plusieurs organisations internationales, intergouvernementales et de la société civile y ont également participé : la Banque africaine de développement; Développement, Institutions et Mondialisation (DIAL), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, le Groupe G7+, le HCDH, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), PARIS21, Saferworld, le Réseau transparence, responsabilité et participation, le PNUD, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et l'Université Witwatersrand. Un certain nombre d'organisations n'ont pas

---

<sup>1</sup> La participation aux groupes d'étude n'est pas financée mais le Groupe de Praia ne sera pas en mesure d'être véritablement ouvert à tous ni de mettre au point de méthodologie complète, si seuls les membres d'institutions dotées de fonds suffisants sont en mesure d'y participer.

pu être présentes mais ont exprimé le souhait de participer aux prochaines réunions<sup>2</sup>.

4. Lors de sa première réunion, le Groupe a formulé les recommandations suivantes :

a) Compte tenu des objectifs d'harmonisation et d'universalité relatifs à la mesure de la gouvernance, le Groupe juge essentiel de faire participer davantage de parties prenantes, y compris venues des pays développés, qui sont sous-représentés par rapport aux pays en développement<sup>3</sup>;

b) Il faut favoriser l'intégration des statistiques sur la gouvernance dans les systèmes statistiques officiels afin de garantir une production statistique régulière;

c) Le Groupe est conscient que, bien que son mandat ne se limite pas à l'objectif 16 de développement durable, « Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous », il doit contribuer aux discussions sur les indicateurs relatifs à cet objectif, en consultation avec le Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, et par l'entremise des pays qui sont membres à la fois du Groupe d'experts et du Groupe de Praia;

d) Le Groupe doit s'attacher particulièrement à promouvoir la mesure de la gouvernance, en tirant parti de l'élan international suscité par les objectifs de développement durable;

e) Le Groupe doit se faire mieux connaître en coopérant avec d'autres initiatives de partenariat mondiales, à l'instar du Partenariat pour le gouvernement ouvert et du Partenariat mondial pour les données du développement durable.

5. Les membres du Groupe travailleront en sous-groupes consacrés à chacune des activités visées dans son mandat (voir E/CN.3/2015/17). Le Comité directeur facilitera les travaux des groupes de travail. Les activités ci-après sont prévues dans le projet de feuille de route 2016-2020 en vue de l'établissement d'un manuel sur les statistiques de la gouvernance à l'intention des instituts de statistique nationaux.

---

<sup>2</sup> Il s'agit notamment des instituts de statistique nationaux du Ghana, du Panama, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Turquie, ainsi que des organisations internationales, intergouvernementales et de la société civile ci-après : l'Union africaine, l'Office statistique de l'Union européenne (Eurostat), le Forum mondial pour le développement des médias, Transparency International et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

<sup>3</sup> Lors de la première réunion du Groupe de Praia, les membres ont convenu qu'il importait d'impliquer davantage les pays développés dans les travaux du Groupe. Dans la mesure du possible, le Groupe évitera de tenir ses réunions en même temps que d'autres réunions régionales et internationales consacrées à des questions connexes.

## **II. Cartographie, évaluation critique et synthèse des différentes approches adoptées en matière de conceptualisation et de mesure de la gouvernance en fonction des pays et des continents, ainsi que dans les instituts de recherche et organismes des Nations Unies ou par différents autres acteurs**

6. Les instituts de statistique nationaux, les organisations internationales et la société civile ont déjà accompli un travail considérable. Il convient de recenser les meilleures pratiques avant que le Groupe puisse entamer ses travaux méthodologiques. S'il est vrai que plusieurs institutions ont recueilli des données sur la gouvernance, il n'existe pas d'accord entre les institutions concernées quant au concept utilisé et à ses caractéristiques. Dès lors, dans le cadre de cet exercice de cartographie, le Groupe se concentrera sur les concepts de gouvernance déjà employés par diverses institutions, ainsi que sur les méthodes d'enquête, la structure des registres administratifs et les procédures suivies en matière d'analyse et de diffusion des données.

7. Cet exercice vise à aider le Groupe à tirer parti des initiatives existantes et de la révolution des données au service du développement durable<sup>4</sup> ainsi qu'à fournir aux utilisateurs des documents mentionnant les principaux travaux réalisés dans le domaine des statistiques sur la gouvernance.

8. En 2016, le Groupe mènera une enquête auprès de tous les producteurs connus de statistiques sur la gouvernance, dont les résultats seront compilés par le Comité directeur et analysés par les membres du Groupe. Les conclusions de cette enquête seront présentées à la Commission de statistique.

## **III. Cartographie de la demande en matière de statistiques de la gouvernance de divers groupes d'utilisateurs – décideurs politiques, parlementaires, commissions nationales des droits de l'homme, commissions nationales de lutte contre la corruption, systèmes de sécurité nationale, organisations de la société civile, instituts de recherche, citoyens et organismes internationaux ou régionaux concernés par la question de la gouvernance**

9. Au bout du compte, la bonne gouvernance consiste à apporter des solutions aux problèmes des populations. En ce sens, il s'agit d'un concept universel; dès

---

<sup>4</sup> Dans le rapport sur les moyens de mettre la révolution des données au service du développement durable (« A world that counts: mobilizing the data revolution for sustainable development ») (2014), il est indiqué que tous les mécanismes juridiques ou réglementaires, les réseaux ou partenariats mis en place pour tirer parti de la révolution des données dans l'intérêt du développement durable doivent placer la protection des droits de l'homme au cœur de leurs activités, préciser qui est chargé de faire respecter ces droits et contribuer à leur protection, leur respect et leur exercice.

lors, la demande en statistiques sur la gouvernance de meilleure qualité pourrait provenir de toutes les régions du monde. Toutefois, lors de sa première réunion, le Groupe a reconnu que les États se trouvant à des stades de développement différents (les États fragiles, les pays en transition ou en développement et les pays stables) n'aborderont pas la gouvernance de la même façon et que, par conséquent, la demande de statistiques en la matière émanera de différents groupes connaissant des contextes divers et disposant d'une marge de manœuvre politique plus ou moins large dans leur pays.

10. La demande de statistiques sur la gouvernance est en hausse. Les gouvernements, les municipalités, les milieux universitaires, la société civile, les entités du secteur privé, la communauté scientifique, les médias, les groupes de jeunes, les organisations de défense des droits de l'homme et les organisations régionales et internationales sont les principaux utilisateurs, qui ont besoin de statistiques ayant trait à divers aspects de la gouvernance. Les membres du Groupe ont décidé que leurs travaux devraient porter notamment, mais pas uniquement, sur la violence et les caractéristiques des sociétés pacifiques<sup>5</sup>, la qualité de la démocratie, les capacités institutionnelles, la protection de l'enfance, la justice, la participation et l'autonomisation des femmes, les flux financiers illicites et les droits de l'homme.

11. La première cartographie de la demande sera menée en 2016 et la deuxième est prévue en 2019, l'objectif étant que le manuel réponde à la demande croissante de statistiques sur la gouvernance et que la méthodologie qui sera élaborée tienne compte des nouvelles préoccupations et appréhensions.

#### **IV. Consultations d'experts sur les différentes dimensions constitutives des statistiques de la gouvernance, et consultations d'utilisateurs menées auprès des ministères ou d'autres entités responsables de la gouvernance à l'échelle nationale, régionale ou internationale**

12. À plus long terme, le Groupe s'est vu confier la tâche de mettre au point un manuel sur les statistiques de la gouvernance, avec la documentation voulue. Le Groupe compte procéder en 5 étapes : a) première étape : cartographie, évaluation critique et synthèse des différentes approches adoptées en matière de conceptualisation et de mesure de la gouvernance en fonction des pays et des continents, ainsi que dans les instituts de recherche et organismes des Nations Unies ou par différents autres acteurs (2016); b) deuxième étape : cartographie de la demande en matière de statistiques de la gouvernance de divers groupes d'utilisateurs – décideurs politiques, parlementaires, commissions nationales des droits de l'homme, commissions nationales de lutte contre la corruption, systèmes de sécurité nationale, organisations de la société civile, instituts de recherche,

<sup>5</sup> La mesure de la criminalité et de la violence relèvent du champ d'application de la feuille de route pour que davantage de données de qualité sur la criminalité aux niveaux national et international soient disponibles. Il est du devoir du Groupe de Praia de respecter les objectifs fixés dans la feuille de route en ce qui concerne les statistiques de la criminalité et de s'efforcer de les atteindre.

citoyens et organismes internationaux ou régionaux concernés par la question de la gouvernance; c) troisième étape : préparation d'un projet de manuel (2017); d) quatrième étape : consultations sur ce projet (2018); e) cinquième étape : révision du projet à la lumière desdites consultations (2018)<sup>6</sup>.

13. Tout au long des quatre premières étapes, il faudra formuler des propositions concernant la teneur du projet de manuel en faisant fond sur les conclusions des exercices de cartographie et des consultations menées par les groupes de travail compétents.

14. Le manuel portera sur les éléments suivants :

- a) Coordination institutionnelle;
- b) Concepts, dimensions et définitions opérationnelles;
- c) Méthodes statistiques;
- d) Conception des questionnaires;
- e) Structure des registres administratifs et procédures s'y rapportant;
- f) Plan d'analyse;
- g) Diffusion.

15. Des consultations seront organisées dans certains pays avec diverses parties prenantes (statisticiens, décideurs politiques, experts des droits de l'homme et représentants de la société civile) qui discuteront des concepts, des méthodes statistiques et de leur utilisation dans les politiques.

16. Au cours de la cinquième étape, le projet de manuel sera révisé en tenant compte des consultations menées pendant la quatrième étape. Ce document sera examiné par le Groupe de Praia en octobre 2018 et présenté aux commissions régionales de statistique (Afrique en novembre 2018; Asie-Pacifique en décembre 2018; Europe/OCDE en mai 2019; Amérique en septembre 2019). En sus de ces consultations régionales, tous les instituts de statistique nationaux pourront faire connaître leur avis grâce à l'organisation de consultations en ligne de novembre 2018 à septembre 2019.

17. Le manuel sera présenté à la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat en novembre 2019 et à la Commission de statistique en mars 2020.

---

<sup>6</sup> Le Groupe de Praia établira son rapport final et le manuel sur les statistiques de la gouvernance d'ici à novembre 2019 et les présentera à la Commission de statistique en mars 2020.

**V. Élaboration de documents techniques présentant des orientations méthodologiques et pratiques permettant d'améliorer la collecte et la compilation de statistiques de la gouvernance à tous les niveaux et portant sur des questions telles que la définition des concepts, la qualité des données, la comparabilité, la méthodologie, les sources possibles ou les mécanismes de compilation et de diffusion des données**

18. Afin de mettre au point le manuel, plusieurs documents techniques seront établis sur la base des résultats obtenus dans le cadre des activités susmentionnées. Ces documents porteront sur :

- a) Les directives relatives à la teneur du manuel (concepts, définitions, métadonnées, questionnaires, etc.) et au processus d'opérationnalisation (planification, budget, acteurs à mobiliser);
- b) Les principales composantes du produit fini (par exemple, directives, manuel, guides opérationnels);
- c) Les normes internationales en vigueur dans les domaines de la gouvernance, des droits de l'homme, de la lutte contre la corruption, de la paix et de la sécurité;
- d) Le cadre conceptuel : les principaux aspects de la question de la mesure;
- e) Le cadre méthodologique : les sources des données (données administratives, données recueillies dans le cadre d'enquêtes, mégadonnées, production participative), la qualité des données et les garanties en matière de collecte de données (comme, par exemple, la confidentialité des données conformément aux cadres juridiques en vigueur);
- f) La liste de base d'indicateurs assortis de métadonnées, et la marge de manœuvre requise pour élaborer des indicateurs adaptés au contexte;
- g) Les directives sur l'opérationnalisation au niveau national (planification, coordination et dispositifs institutionnels, collecte de données, regroupement, diffusion et analyse des résultats, plans de mise en tableau, accès aux microdonnées et aux données ouvertes, renforcement des capacités, outils informatiques);
- h) Les directives à formuler sur la question intersectorielle des données ventilées (sur les plans juridique, méthodologique et pratique);
- i) Le système de collecte de données inclusif (directives sur le partenariat à forger avec les organismes publics, le secteur privé, la société civile et d'autres acteurs);
- j) Les populations vulnérables, marginalisées et qui risquent de subir des discriminations (femmes, personnes sans abri, migrants, minorités, etc.);
- k) La ventilation des données;
- l) Les bonnes pratiques en matière de compilation de statistiques sur la gouvernance.

## VI. Concours apporté par le Groupe de Praia à l'objectif 16 de développement durable

19. À sa soixante-dixième session, l'Assemblée générale a adopté les objectifs et cibles de développement durable (voir résolution 70/1). Le Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable a été chargé d'élaborer un ensemble d'indicateurs qui seront présentés à la Commission de statistique à sa quarante-septième session. L'ensemble proposé comprend des indicateurs sur la gouvernance, dont plusieurs établis à partir de méthodes solides, mais d'autres méritent un débat plus approfondi (par exemple, le nombre de décès liés aux conflits pour 100 000 personnes). Dans le cadre de ses discussions méthodologiques et techniques, le Groupe accordera la plus haute priorité à cet ensemble d'indicateurs. Sa deuxième priorité consiste à mettre au point des indicateurs complémentaires qui pourront être adoptés aux échelons régional et national, pour aider les pays à repérer toute lacune et à infléchir leurs politiques<sup>7</sup>. Un document technique sera consacré à tous les indicateurs mondiaux approuvés pour l'objectif 16.

20. Le Groupe de Praia est disposé à prêter assistance au Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur pour ce qui est des indicateurs sur la gouvernance relatifs à ces objectifs. Il créera un groupe de travail chargé de répondre aux demandes du Groupe d'experts en matière d'informations, de méthodologie ou d'assistance technique, et à ses autres préoccupations et besoins. Le groupe de travail pourra être remanié en fonction de la nature des demandes que lui adressera le Groupe d'experts et des compétences de ses membres.

21. Le Groupe mettra à profit les initiatives de ses membres qui sont en cours d'exécution ou de conception<sup>8</sup>.

22. Le Groupe fera appel aux groupes existants qui réunissent des experts de la gouvernance, des spécialistes du développement, des statisticiens, les organismes des Nations Unies et la société civile. Il s'agit notamment du Réseau Virtuel sur les indicateurs relatifs à l'objectif 16 de développement durable (coordonné par le PNUD) et du Réseau transparence, responsabilité et participation (représenté par Saferworld).

## VII. Décisions que la Commission de statistique est invitée à prendre

**23. La Commission de statistique souhaitera peut-être recommander la mise en œuvre du projet de feuille de route et demander qu'un rapport intérimaire lui soit présenté à sa quarante-neuvième session ou plus tôt si besoin était.**

<sup>7</sup> Pour concevoir des politiques permettant de remédier au faible taux d'enregistrement des naissances des enfants de moins de cinq ans auprès des autorités civiles, il faudra d'abord mettre au point des indicateurs complémentaires pour déterminer si ce faible pourcentage tient au fait que les bureaux de l'état civil sont trop peu nombreux, que les parents sont mal informés ou à d'autres facteurs. Chacun de ces facteurs nécessiterait l'adoption d'une politique particulière.

<sup>8</sup> Les membres du Groupe de Praia ont mis au point ou sont en train de mettre au point des méthodes dans différents domaines (par exemple, statistiques de la criminalité : Institut mexicain de géographie et de statistique et ONUDC; indicateurs relatifs à la confiance : Organisation de coopération et de développement économiques; indicateurs relatifs à la perception : Union africaine et plusieurs autres acteurs).